<p style="text-align: center;">COMPTE-RENDU de la RÉUNION du CONSEIL MUNICIPAL du 27 juin 2022</p>
--

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-sept du mois de juin à 20 heures 30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Madame Christine RICHARD, Maire.

Date de la convocation : 20 juin 2022

Présents : Christine RICHARD, Maire ; Tania LANGLAIS, Joël DRONNE, Adjoint ; Thierry MOREAU, Joël FROGET, Cédric CLAVREUL, Marion BODINEAU, Émerik GILBERT, Marguerite DELVAL, Maud LANGLAIS, Erwan CARAËS, Karine LAUNAY, Graziella LEBEAU, Julien MICHELY, Conseillers Municipaux.

Excusé : Wesley BOISARD.

Madame le Maire déclare la séance ouverte à 20 heures 35.

Secrétaire de séance : Thierry MOREAU.

Le conseil municipal approuve à l'unanimité le compte-rendu de la séance précédente.

ORDRE DU JOUR :

1. Délibération relative aux modalités de publicité des actes
2. Délibération versement fonds de concours au SIEM
3. Groupement de commande balayage voirie
4. Groupement de commande contrôles périodiques règlementaires des bâtiments, des équipements et des aires de jeux
5. Remboursement achat
6. Questions diverses

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements,

Vu le décret n° 2021-1311 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements.

Madame le Maire indique que l'ordonnance et le décret du 7 octobre 2021 susvisés ont modifié les règles de publication des actes des collectivités territoriales. Il précise que pour les communes de moins de 3 500 habitants, les modalités de cette publicité devront être choisies et fixées par délibération de l'assemblée délibérante : affichage, publication sur papier ou sous forme électronique. A défaut de délibération avant le 1^{er} juillet, les actes seront obligatoirement publiés sous forme électronique. A cet effet, les assemblées locales concernées sont invitées à se prononcer par délibération sur le choix retenu avant le 1^{er} juillet.

Après en avoir délibéré, et à l'unanimité, le conseil municipal décide :

1. d'adopter la modalité de publicité suivante : Publicité des actes de la commune par affichage.
2. Charge Madame le Maire d'accomplir toutes les actions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

DCM2022/23 – DÉLIBÉRATION VERSEMENT FONDS DE CONCOURS AU SIEMML

Vu l'article L5212-26 du CGCT,

Vu le règlement financier du SIEMML en vigueur à la date de la commande décidant les conditions de mise en place d'un fonds de concours,

ARTICLE 1

La collectivité de Baracé par délibération en date du 27 juin 2022 décide de verser un fonds de concours de 75% au profit du SIEMML pour l'opération suivante :

DEV017-22-25 suite contrôle technique, mise aux normes des armoires C1 et C5, Place de l'Église et rue Saint Julien :

- Montant de la dépense : 1 885,57 €
- Taux du fonds de concours : 75%
- Montant du fonds de concours à verser au SIEMML : 1 414,18 € Net de taxe

Les modalités de versement du fonds de concours seront conformes aux dispositions du règlement financier arrêté par le SIEMML en vigueur à la date de la commande.

ARTICLE 2

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de NANTES dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

ARTICLE 3

Le Président du SIEML,
Madame le Maire de Baracé,
Le comptable de Baracé
Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération

DCM2022/24 – GROUPEMENT DE COMMANDE BALAYAGE VOIRIE

Madame le Maire informe le Conseil municipal qu'il convient de lancer un marché public concernant des prestations de balayage de la voirie.

Afin de réduire les coûts, Madame le Maire propose d'adhérer au groupement de commandes acté par la Communauté de communes Anjou Loir et Sarthe. Pour cela, il convient de conclure une convention constitutive du groupement de commandes.

&&&

Madame le Maire expose :

Vu le Code de la commande publique,
Vu les articles R2124-1 à R2124-4 du Code de la commande publique relatif aux marchés passés selon une procédure formalisée,
Vu les articles R2162-1 à R2162-6, et les articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique définissant les accords-cadres,
Vu les articles R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique définissant les accords-cadres à bons de commande,
Vu les articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la commande publique autorisant les collectivités à créer des groupements de commandes,
Vu l'article L1414-3 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant la nécessité de lancer une consultation afin de pouvoir procéder à des prestations de balayage de la voirie,
Considérant qu'un accord-cadre à bons de commandes apparaît être la forme de marché la plus adaptée au besoin,
Considérant que ce marché public aura une durée d'un an et qu'il sera reconductible 3 fois (soit une durée maximale de 4 ans),
Considérant que la constitution d'un groupement de commandes permet la mutualisation de la procédure de marché public et ainsi de participer à des économies sur les achats,
Considérant que la procédure sera formalisée, la commission d'appel d'offres du groupement devra se réunir pour l'attribution de l'accord-cadre,

Considérant que l'accord-cadre est à lot unique et composé des montants suivants :

Pour chaque période du marché :

- Minimum annuel : Sans minimum
- Maximum annuel : 85 000.00 € HT

Pour la durée totale maximale du marché public :

- Minimum sur toute la durée : Sans minimum
- Maximum sur toute la durée : 340 000.00 € HT

Considérant que le président de la commission d'appel d'offres du groupement est le représentant du coordonnateur du groupement.

Sur proposition de Madame le Maire, après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal DÉCIDE :

- 1) **d'approuver l'adhésion au groupement de commandes ;**
- 2) **d'approuver la convention constitutive du groupement de commandes désignant la Communauté de Communes Anjou Loir et Sarthe coordonnateur du groupement et l'habilitant à lancer et signer le marché et toutes pièces connexes selon les modalités fixées dans cette convention ;**
- 3) **d'autoriser Madame le Maire ou son représentant à signer la convention de groupement ;**
- 4) **de désigner Madame Christine RICHARD représentante titulaire de la commune de BARACÉ lors de la commission d'appel d'offres du groupement ;**
- 5) **de désigner Monsieur Joël DRONNE représentant suppléant de la commune de BARACÉ lors de la commission d'appel d'offres du groupement .**

DCM2022/25 – GROUPEMENT DE COMMANDE CONTRÔLES PÉRIODIQUES RÈGLEMENTAIRES DES BÂTIMENTS, DES ÉQUIPEMENTS ET DES AIRES DE JEUX

Préambule

Madame le Maire informe le Conseil municipal qu'il convient de lancer un marché public concernant les contrôles périodiques réglementaires des bâtiments, des équipements et des aires de jeux.

Afin de réduire les coûts, Madame le Maire propose d'adhérer au groupement de commandes acté par la Communauté de communes Anjou Loir et Sarthe. Pour cela, il convient de conclure une convention constitutive du groupement de commandes.

&&&

Madame le Maire expose :

Vu le Code de la commande publique,

Vu les articles R2123-1, R2123-4, R2123-5 et R2123-6 du Code de la commande publique relatifs aux conditions de recours à une procédure adaptée et aux règles applicables,

Vu les articles R2162-1 à R2162-6, et les articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique définissant les accords-cadres,

Vu les articles R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique définissant les accords-cadres à bons de commandes,

Vu les articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la commande publique autorisant les collectivités à créer des groupements de commandes,

Vu l'article L1414-3 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant la nécessité de lancer une consultation afin de pouvoir procéder aux contrôles périodiques des bâtiments (*électricité, gaz*), des équipements et des aires de jeux,

Considérant qu'un accord-cadre à bons de commandes apparaît être la forme de marché la plus adaptée au besoin,

Considérant que ce marché public aura une durée d'un an et qu'il sera reconductible 3 fois (soit une durée maximale de 4 ans),

Considérant que la constitution d'un groupement de commandes permet la mutualisation de la procédure de marché public et ainsi de participer à des économies sur les achats,

Considérant que l'accord-cadre est à lot unique et composé des montants suivants :

Pour chaque période du marché :

- Minimum annuel : Sans minimum
- Maximum annuel : 50 000.00 € HT

Pour la durée totale maximale du marché public :

- Minimum sur toute la durée du marché : Sans minimum
- Maximum sur toute la durée du marché : 200 000.00 € HT

Considérant que la procédure est lancée en groupement de commandes, la commission d'appel d'offres du groupement devra se réunir pour l'attribution de l'accord-cadre, Considérant que le président de la commission d'appel d'offres est le représentant du coordonnateur du groupement.

Sur proposition de Madame le Maire, après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal DÉCIDE :

- 1) d'approuver l'adhésion au groupement de commandes ;**
- 2) d'approuver la convention constitutive du groupement de commandes désignant la Communauté de Communes Anjou Loir et Sarthe coordonnateur du groupement et l'habilitant à lancer et signer le marché et toutes pièces connexes selon les modalités fixées dans cette convention ;**
- 3) d'autoriser Madame le Maire ou son représentant à signer la convention de groupement ;**
- 4) de désigner Madame Christine RICHARD représentante titulaire de la commune de BARACÉ lors de la commission d'appel d'offres du groupement ;**
- 5) de désigner Madame Tania LANGLAIS représentante suppléante de la commune de BARACÉ lors de la commission d'appel d'offres du groupement .**

DCM2022/26 – REMBOURSEMENT ACHAT

Madame Tania LANGLAIS expose au conseil municipal que Madame Christine RICHARD a eu des frais occasionnés par l'achat des cartes de vœux et des nichoirs achetés pour l'activité de la journée citoyenne.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité le conseil municipal donne son accord pour rembourser Madame Christine RICHARD pour les frais suivants sur présentation des justificatifs :

- carte de vœux : 348,04 €
- nichoirs : 101,95 €

Soit un total de 449,99 € .

QUESTIONS DIVERSES

1. COMMISSIONS CCALS :

TOURISME : Madame Marguerite DELVAL informe le conseil municipal que la commune de Baracé est candidate en mai 2023 pour les animations « Ô fil des Arts ».

Syndicat 3Rd'Anjou : Madame le Maire présente le règlement.

2. COMMISSIONS COMMUNALES :

- Cadre de vie : Lors de la journée citoyenne du 11 juin, 23 kg de déchets ont été récoltés sur divers routes et sites tel que le chemin des Grands Champs et Prignes.
 - Enfance-jeunesse : Madame Tania LANGLAIS propose que l'on fasse l'essai de déplacer l'Espace jeunes à la salle des associations qui serait peut-être plus appropriée pour les activités et qui, du coup pourrait attirer plus de jeunes. Il serait ouvert de 14h à 17h
3. Madame le Maire expose au conseil municipal les 5 scénarios possibles suite à l'AUDIT CEP à l'Espace Lino Ventura.
 4. La journée du broyeur est repoussée à l'automne car il est en panne.
 5. Les panneaux de signalisations ont été achetés chez Signaux Girod pour 1 790, 90 € TTC, les passe-câbles chez MANUTAN pour 1 987,85 € TTC.
 6. Nous avons réservé les guirlandes de Noël pour un montant de 1 447,16 € TTC, la pose devrait se faire fin novembre.
 7. Madame le Maire informe les conseillers municipaux qu'elle ira signer chez le notaire le 12 juillet pour le terrain de Monsieur et Madame Desmarres.
 8. Le SIEMML travaille actuellement à l'élaboration de la composition du programme de rénovation de l'éclairage public pour 2023, et à ce titre, il nous demande de nous inscrire avant le 15 septembre dans l'hypothèse où la commune serait intéressée. Madame le Maire rappelle qu'une bonne partie de la commune a bénéficié de ce programme en 2019.
 9. La visite vélo aura lieu le 10 juillet à 9h30 avec un pique-nique le midi.

Plus personne ne demandant la parole, et l'ordre du jour étant épuisé, Madame le Maire lève la séance à 21 h 45.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits et ont signé au registre les membres présents.